

La reconnaissance des droits du peuple palestinien : une première étape pour la sécurité d'Israël

Depuis le 28 septembre 2000, les affrontements entre les Palestiniens des territoires occupés et les soldats israéliens ont déjà provoqué le décès de plus de trois cents personnes, dont une très large majorité parmi les premiers. Ces événements dramatiques qui embrasent les territoires, ont pour conséquence directe de favoriser la reprise des attentats en territoire israélien. La situation ne peut satisfaire aucune des parties au conflit, car elle nuit gravement aux intérêts des uns et des autres.

L'échec des négociations de Camp David, entre Ehoud Barak et Yasser Arafat, menées sous les auspices du Président américain Bill Clinton en juillet 2000, faisait pressentir l'explosion de la poudrière. Il n'a fait que remettre à plus tard, une fois encore, l'application des Accords d'Oslo, et le retrait des forces israéliennes. Le sommet de la dernière chance, organisé en septembre 2000, à Charm el Cheik, n'y changera rien: les négociations se trouvent dans l'impasse.

Chacun des protagonistes, Ehoud Barak en tête, Yasser Arafat n'y échappant pas davantage, subissent des critiques violentes relatives aux négociations et à leur étendue. Le chef du gouvernement israélien était déjà affaibli politiquement, avant son voyage à Camp David, et les récents événements n'ont fait qu'accélérer sa chute¹. Quant au

Président de l'Autorité palestinienne, ses échecs répétés de négociations visant l'application des engagements conclus à Oslo, ont traduit une incapacité à gérer promptement et efficacement le sort des populations palestiniennes, et à contenir, pour ne pas dire empêcher, la survenance de troubles graves. Une fois de plus, cette crise ne profitera ni à l'un, ni à l'autre.

Quel qu'en soit le résultat, la transition gouvernementale s'effectue de manière démocratique en Israël. S'agissant de la succession de Yasser Arafat, la question risque de se poser en d'autres termes ; en toute hypothèse, l'impasse des négociations israélo-palestiniennes ne favorisera pas les plus modérées des dirigeants de l'Autorité palestinienne, et pire encore si la situation d'insurrection devait perdurer.

Pourtant, en matière de sécurité, la coopération et la confiance sont les méthodes les plus propices pour arriver à apaiser les querelles, les rancœurs et les angoisses parfois légitimes, souvent disproportionnées, accumulées au fil des temps. Si les conflits ne sont pas directement transposables, l'Europe au XX^{ème} siècle illustre la conviction que la coopération peut amener ceux qui se battent, à se réconcilier et à coopérer sur des bases pacifiques. Bien sûr, les accords se heurtent à de nombreuses velléités, contrarient les susceptibilités des uns, déchaînent les critiques et la réprobation des autres, et les avancées les plus considérables se font souvent dans la douleur,

¹ Ehoud Barak a officiellement présenté sa démission le 12 décembre 2000.

mais cette Europe souvent décriée est avant tout la garantie d'une paix durable entre de vieux frères ennemis.

C'est en ce sens que M. Francis Kahn, Professeur émérite de médecine, co-Président et co-fondateur de l'Association France Palestine, plaide depuis longtemps pour la reconnaissance pleine et entière des droits du peuple palestinien. Sans doute avec raison, il considère que la meilleure façon pour Israël d'assurer sa sécurité tant intérieure qu'extérieure, réside dans une étroite collaboration entre Israéliens et Palestiniens. Corrélativement, la pacification et la normalisation des relations israélo-palestiniennes abaisseraient la tension entre Israël et le monde arabe, désamorçant ainsi autant de risques de conflits potentiels.

L'intérêt que porte M. Francis Kahn au problème palestinien, remonte avant même la création d'Israël. À l'époque, jeune étudiant en médecine, membre du Rassemblement démocratique révolutionnaire créée par Jean-Paul Sartre et Albert Camus, il partageait, modestement, les inquiétudes évoquées par Albert Einstein en 1938, sur les difficultés et les risques pour les Juifs eux-mêmes, de se constituer un Etat.

Au début des années 70, peu après Septembre noir, il part avec une équipe de médecin au Liban et en Syrie, pour porter assistance aux Palestiniens. A son retour, il participe avec d'autres médecins à la création de l'Association médicale franco-palestinienne. Lorsqu'au sein de celle-ci a lieu une scission, il décide de fonder avec des personnalités de tout bord politique (un grand résistant du CNR, un ancien ministre

gaulliste, et un maire communiste entre autres), l'Association France-Palestine. Depuis vingt-cinq ans, elle apporte son soutien, tant politique que matériel, à la cause palestinienne, pour que ses droits soient reconnus par tous.

Cependant, l'Association médicale franco-palestinienne ayant continué parallèlement son existence, et les raisons de la scission s'étant estompées, le rapprochement des deux organisations se matérialisera au printemps 2001, par la fusion des revues de chacune d'entre elles.

Dans cette entretien, M. Francis Kahn nous livre ses sentiments sur l'échec des négociations israélo-arabes de l'été 2000 et les conséquences plus ou moins médiatisées de la situation actuelle.

Hubert Fabre